



La parole politique, aujourd'hui ultra-médiatisée, aurait-elle renoncé à l'exigence de vérité au profit du « positionnement » et de la séduction

électorale? Des pare-feu existent, à commencer par la pratique journalistique du « fact-checking », exigeante et engagée.

Semaine 1/2 *Quelle vérité nous rassemble?*

Jour 3/5 *La vérité médiatisée*

# Le débat politique à l'épreuve de la vérification des faits

— Depuis une dizaine d'années, le *fact-checking* (vérification d'information) s'est imposé aux États-Unis comme une discipline journalistique à part entière.

— Son influence réelle sur l'opinion publique américaine reste toutefois difficile à évaluer, dans un contexte de mensonges avérés de Donald Trump.

New York  
De notre correspondant

« **C**ontrairement au reste de la presse, on se porte bien ! » En cette fin janvier, Angie Drobnic Holan boucle une semaine chargée. Entre le procès en destitution de Donald Trump et l'approche des réunions politiques de l'Iowa du 3 février, première étape dans l'investiture des candidats à la présidentielle de 2020, la rédactrice en chef du site de vérifica-

tion des faits (*fact-checking*), PolitiFact, a du pain sur la planche. Cette Américaine originaire de Louisiane est un vétéran de cette discipline, qui consiste à passer au crible les déclarations de personnalités politiques et les noter en fonction de leur véracité.

Récemment, les équipes de PolitiFact se sont penchées pêle-mêle sur des propos du gouverneur du Texas sur les sans-abri, des accusations faites pendant le procès de Donald Trump ou les quantités de déchets déversés dans les océans par les États-Unis. Les propos des élus et des candidats sont ensuite placés sur un « *Truth-O-Meter* », sorte de baromètre de la vérité allant de « *vrai* » à « *pants on fire* » (expression américaine qui désigne une exagération grossière).

Depuis sa création en 2007 au sein d'un journal de Floride, PolitiFact a décroché un prix Pulitzer, graal du journalisme, pour ses vérifications sur la campagne de 2008 et est devenu une entité indépendante, financée en grande partie par ses lecteurs. Angie Drobnic Holan est fière du travail accompli par ses douze employés, mais elle se garde de tout triomphalisme : en 2020, les contre-vé-

rités continuent de proliférer sur les réseaux sociaux, et Donald Trump, auteur de 16 241 affirmations « *mensongères* » ou « *trompeuses* » depuis son élection, selon le *Washington Post*, se rend coupable tous les jours d'entorses à la vérité. « *La plupart du temps, je ne suis pas frustrée. J'ai toujours su que l'impact de notre travail était difficile à mesurer. Les journalistes ne sont pas tout-puissants contrairement à ce que pense l'opinion publique* », observe-t-elle.

« *Nous ne disons pas simplement que telle ou telle déclaration est vraie ou fausse. Il peut y avoir des degrés de vérité dans un propos.* »

Le *fact-checking* – à distinguer du processus de vérification factuelle pratiqué dans les rédactions sur les articles avant leur publication –, est en vogue aux États-Unis. Selon une étude de l'université Duke, le nombre d'organisations luttant contre la désinformation est passé de 44 il y a cinq ans à 189 aujourd'hui. Le mouvement est né de la frustration de certains journalistes jugeant la pratique du métier trop neutre, mais aussi du boom des réseaux sociaux, véritables caisses de résonance pour mensonges et erreurs en tout genre.

Outre PolitiFact et FactCheck.org, autre pionnier de la discipline fondé en 2003, plusieurs autres organismes ont vu le jour (Snopes, Truth or Fiction...). Les grands médias américains ont recruté des

*fact-checkers* à temps plein et ont mis en place des unités de vérificateurs pour analyser en temps réel les propos tenus lors de grands rendez-vous politiques, comme les débats et le discours sur l'état de l'Union. « *C'est une discipline qui permet de plonger très profondément dans de nombreux sujets* », indique Linda Qiu, la *fact-checkeuse* du *New York Times*.

Ces derniers mois, cette ancienne de PolitiFact, qui a fait ses armes lors de la folle campagne présidentielle de 2016, a passé en revue des discours entiers de Donald Trump sur la politique étrangère, l'immigration et l'économie, ainsi que diverses prises de position de candidats à l'investiture démocrate. « *Je ne fais pas ce métier pour pousser les politiques à corriger leurs éléments de langage, même si cela arrive, car personne, en dehors de Donald Trump, n'aime être sous le feu des projecteurs à cause d'une contre-vérité. Mon objectif est de fournir un service à nos lecteurs en leur donnant le contexte d'une déclaration. Nous ne disons pas simplement que telle ou telle déclaration est vraie ou fausse. Il peut y avoir des degrés de vérité dans un propos.* »

La journaliste reconnaît que le *fact-checking* « *n'est pas une science exacte* » : « *Entre vérificateurs, nous n'arrivons pas toujours aux mêmes conclusions, même si elles sont assez proches.* » En outre, l'impact des vérifications sur les lecteurs est encore difficile à cerner. Une étude de 2010 a mis en valeur l'existence d'un « effet de retour de bâton » (*backfire effect*), un comportement par lequel un individu confronté à une opinion différente s'accroche à son opinion initiale. Une autre, de l'université de San Diego, montre au contraire que démocrates comme républicains finissent par se ranger derrière des faits qu'on leur présente à plusieurs reprises,

même si ces faits vont à l'encontre de leur opinion.

Se battre pour les faits, surtout dans l'environnement de polarisation politique extrême que connaissent les États-Unis et d'hostilité des républicains envers les médias, requiert d'avoir les nerfs solides. « *On m'a traité de menteuse, de gauchiste* », explique Linda Qiu. « *On m'accuse tous les jours de ne pas être objective* », souffle Angie Drobnic Holan, qui a débuté dans le *fact-checking* lors de l'élection de 2008. « *Quand j'étais une jeune journaliste, j'étais plus idéaliste sur la nature humaine. Je pensais que si on leur montrait les faits, les électeurs agiraient en conséquence. Or, ce n'est pas le cas. Certains les ignorent, d'autres ne les croient pas.* »

Cette prise de conscience ne date pas de l'élection de Donald Trump, mais du débat autour du certificat de naissance de Barack Obama, qui a fait surface dès 2009 via des chaînes de courriels. Plusieurs conspirationnistes, y compris Donald Trump dès 2011, arguaient que le président américain n'était pas né aux États-Unis. « *Même lorsque nous avons prouvé que cette accusation n'avait pas de fondement, certains continuaient à ne pas nous croire. On n'était plus dans le domaine du rationnel. Cela n'a fait qu'empirer depuis.* »

Après l'élection de 2016, PolitiFact a établi un partenariat avec Facebook pour vérifier les messages et les images postés sur le réseau social, comme cette vidéo décrite comme étant celle du crash de l'hélicoptère transportant le basketteur Kobe Bryant alors qu'elle ne l'était pas. « *Même si tout le monde la critique, la vérité est une valeur importante à défendre*, affirme Angie Drobnic Holan. *Je veux penser qu'elle s'impose toujours sur le long terme.* »

Alexis Buisson

*J'avais toujours un extrême désir d'apprendre à distinguer le vrai d'avec le faux, pour voir clair en mes actions et marcher avec assurance en cette vie.*

René Descartes  
Discours de la méthode 1,14

## la preuve par l'image?

## Le plasticien Liu Bolin



## L'homme invisible

« J'ai décidé de me fondre dans l'environnement. Certains diront que je disparaissais dans le paysage; je dirais pour ma part que c'est l'environnement qui s'empare de moi. »

Liu Bolin est un artiste chinois né en 1973 dans la province du Shandong. Il vit et travaille à Pékin. En 2005, sa première série *Hiding in the City* présente un autoportrait de l'artiste se confondant avec les décombres, situé dans le quartier d'artistes rasé par le gouvernement chinois. Une protestation silencieuse: Liu Bolin se rend invisible pour se faire remarquer. Depuis, sans aucun trucage numérique, il crée des œuvres mêlant photographie et sculpture vivante jouant avec notre perception.

*Hiding in the City, Paris Bookshelf, 2012.*  
Liu Bolin, Courtesy of Liu Bolin / Galerie Paris-Beijing

## chercheur de vérité

## «Les messages ne doivent plus être justes, mais efficaces»

François-Xavier Bellamy

Chef de la délégation française du groupe PPE au Parlement européen

Pour le professeur de philosophie LR, le risque du déni de réalité guette la société.

« Où est passée la vérité? Sa disparition est au cœur de la crise profonde que traversent nos démocraties. Il est devenu habituel de s'indigner des *fake news* qui prospèrent sur le Net, ou des outrances que suscitent des surenchères démagogiques... Mais re-



Photo: Joël Saget/AFP

connaissons-le: notre société avait renoncé à la vérité bien avant le populisme et les réseaux sociaux, par une forme de relativisme confortable et inconséquent.

Lorsque je demandais à mes élèves une définition de la vérité,

la première réponse était toujours: « La vérité dépend de chacun. » Ce qui est rigoureusement impossible: nous avons des opinions différentes, mais elles ne peuvent être toutes vraies en même temps. Sur fond de ce relativisme, notre société a sombré paisiblement dans un immense déni de réalité – et la politique est devenue à elle seule sa propre réalité, comme un spectacle clos sur lui-même, qui se suffit de ses artifices. Les messages ne doivent plus être justes, mais politiquement efficaces. On ne propose plus une mesure parce qu'elle est utile, mais pour se « positionner ». Les fluctuations sondagières imposent des retournements décomplexés, des sincérités successives, des simplismes caricaturaux.

Renoncer au souci de la vérité ne nous a pas rendus plus libres, au contraire. Toutes les opinions se valent, assure-t-on; mais qui peut prétendre, élu ou simple citoyen, qu'il ose vraiment dire ce qu'il pense? On ne parle plus, on répète des « éléments de langage ». L'autocensure est permanente. Il y a des vérités incontestables qu'il suffirait d'évoquer pour être immédiatement expulsé de la conversation civique. Un maire a été poursuivi pour avoir indiqué la proportion de prénoms d'origine musulmane dans les classes de sa ville. Une philosophe est interdite d'université parce qu'elle pense que l'altérité sexuelle joue un rôle dans la filiation. Le problème n'est même pas que ce serait faux; c'est simplement

démodé, inconvenant – si vous l'affirmez d'ailleurs, on ne vous opposera aucune réfutation: l'indignation suffira.

Dans la vie politique, comme en sciences ou en philosophie, c'est seulement parce que nous cherchons une même vérité, que nous en venons à partager nos désaccords pour pouvoir nous en approcher. Seule la certitude que le réel existe, et que nous avons le devoir de nous ajuster à lui, peut nous obliger au respect et à l'écoute de l'opinion d'autrui. Ce n'est que par le souci de la vérité que nous retrouverons le sens de nos libertés, et notre vitalité démocratique.

Recueilli par Laurent de Boissieu

Jeudi: La vérité discutée